



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Maître d'Ouvrage

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
32 avenue de l'Observatoire
25000 BESANCON

AMO : Cabinet Clément Associés

Objet du marché

ACCORD CADRE DE TRAVAUX DE PEINTURE

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du
Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE	5
1.2 ALLOTISSEMENT	5
1.3 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	5
1.4 FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ	5
1.5 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	6
1.6 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
1.7 SOUS-TRAITANCE	6
1.8 TRANCHES OPTIONNELLES	7
1.9 FORME DES NOTIFICATIONS	7
1.10 PRESTATIONS SIMILAIRES	7
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS	8
ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	8
3.1 REPRESENTATION DES PARTIES ET ORGANISATION DES PRESTATIONS	8
3.2 ENGAGEMENT DU TITULAIRE SUR SA CAPACITE A INTERVENIR SIMULTANEMENT	8
3.3 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	9
3.4 ACCES AU SITE	9
3.5 MODE D'ATTRIBUTION, EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	9
3.6 MODE D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
3.7 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
3.8 CLAUSES SOCIALES POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS	11
3.9 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	11
3.10 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	11
ARTICLE 4 - PRIX ET MODE d'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX	11
4.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	11
4.2 FORME ET CONTENU DES PRIX	11
4.3 VARIATIONS DES PRIX	12
4.4 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	13
4.5 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES	13
ARTICLE 5 - RETENUE DE GARANTIE	13
5.1 RETENUE DE GARANTIE	13
5.2 REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE GARANTIE A PREMIERE DEMANDE (GAPD)	13
5.3 RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBERATION DE LA CAUTION	13
ARTICLE 6 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT	14
6.1 MONTANT DE L'AVANCE	14
6.2 BENEFICIAIRES	14

6.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE.....	14
6.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE.....	15
ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES.....	15
7.1 REGLEMENT DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	15
7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	15
7.3 DEMANDES DE PAIEMENT FINALE	16
7.4 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	17
ARTICLE 8 - PENALITES et mise en regie	17
8.1 PENALITES POUR RETARD	17
8.2 REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION	17
8.3 PENALITES POUR RETARD DANS LE NETTOYAGE DE CHANTIER	17
8.4 PENALITES POUR RETARD DE LEVEE DE RESERVES	18
ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	18
9.1 REGLEMENTATION ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	18
9.2 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS,	18
9.3 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	19
ARTICLE 10 - ORGANISATION, DEROULEMENT, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS.....	19
10.1 PRINCIPES GENERAUX ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
10.2 OBLIGATION DE RESULTAT	21
10.3 INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	21
10.4 CONTROLE D'ACCES.....	21
10.5 DISPOSITIF DE VIGILANCE ET D'ALERTE EN DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	21
10.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS	21
10.7 DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	22
ARTICLE 11 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	22
11.1 RECEPTION DES BONS DE COMMANDE.....	22
11.2 RECEPTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	22
11.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	23
11.4 DELAIS DE GARANTIE	23
ARTICLE 12 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (RCP)	23
ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHÉ	24
13.1 RESILIATION AU TITRE DE L'ARTICLE 50.1.2 DU CCAG TRAVAUX.....	24
13.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	24
13.3 RESILIATION POUR REFUS D'EXECUTION DE PRESTATION RESULTANT D'UN BON DE COMMANDE OU POUR NON REPONSE A MARCHÉ SUBSEQUENT	24
ARTICLE 14 - CLAUSE DE REEXAMEN : REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION.....	25
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	26

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre régit par le présent acte d'engagement a pour objet d'assurer la réalisation de travaux de peinture dans différents bâtiments entretenus par le CROUS BFC.

1.2 ALLOTISSEMENT

Les travaux seront répartis en 4 lots géographiques séparés, selon la répartition suivante :

N°LOT	Désignation du lot
01	Dijon
02	Besançon
03	Nord Franche Comté Montbéliard Belfort
04	Le Creusot

Les prestations sont décrites dans le contenu des prix du bordereau de prix unitaires.

1.3 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre le Maître d'Ouvrage présentée ci-dessous, ci-après dénommé « la Maîtrise d'ouvrage » ou « MOA », et le titulaire.

1.3.1 La maîtrise d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage au sens des dispositions du code de la commande publique est :

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
32 avenue de l'Observatoire
25000 BESANCON

Le maître d'ouvrage est représenté par Madame BALDI, en sa qualité de directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

1.3.2 Le titulaire

L'entrepreneur, ou le groupement en cas d'entrepreneurs groupés, ou les opérateurs économiques, représenté par son mandataire, est désigné sous le terme "le titulaire".

1.4 FORME ET ETENDUE DU MARCHE

Le présent accord-cadre à bons de commande et marchés subséquents est pour les lots 1, 2 et 3 un marché multi-attributaire et pour le lot 4 mono- attributaire passé sans minimum et avec les maximums suivants :

N°LOT	Désignation du lot	Maximum sur la durée de l'accord-cadre reconductions incluses (4 ans) € HT	Nombre maximum d'attributaires
01	Dijon	800 000	3
02	Besançon	800 000	3
03	Nord Franche Comté Montbéliard Belfort	500 000	3
04	Le Creusot	300 000	1

1.5 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

1.5.1 DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an et à compter de la date de notification du contrat.

1.5.2 RECONDUCTION

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

1.5.3 DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le MOA fixe dans le bon de commande la date de fin d'exécution des travaux. Le délai d'exécution court donc de la date de notification du bon de commande à cette date de fin d'exécution.

Le MOA tient compte pour la fixation du délai d'exécution de la capacité de réalisation de chantiers simultanés due par l'entrepreneur au titre de l'article 3.2 et d'un délai de peinture totale par chambre (plafond, mur, huisserie y compris préparation de supports) fixé au minimum à 2 jours et au maximum à 4 jours.

1.5.4 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Le délai contractuel comprend :

- La période de préparation du chantier est, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, réduite à 2 semaines
- Les délais d'exécution des travaux, et des opérations de nettoyage de fin de chantier ;
- Le repliement des installations de chantier ainsi que la remise en état de l'environnement immédiat des ouvrages dans les conditions du CCTP.

Il sera fait application de l'article 18 du CCAG-Travaux, pour le lancement du délai d'exécution.

En cas de délais contractuels partiels, toutes les stipulations contractuelles relatives aux délais globaux, notamment les pénalités provisoires ou pénalités pour retards, s'appliquent à ces délais.

1.6 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

La prolongation des délais dans les conditions définies au présent article est sans incidence financière sur le montant de la rémunération due au titulaire en application du présent accord-cadre. En revanche, une telle prolongation a pour effet de suspendre l'application des éventuelles pénalités de retard prévues en cas de non-respect des délais correspondants.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux, la prolongation des délais d'exécution des marchés subséquents s'effectue soit par avenant, soit par ordre de service envoyé par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

1.7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve du respect des dispositions indiquées aux articles L2193-3 et suivants, R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera un DC4 dûment complété. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de la DC4 dûment signée.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG travaux, la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant est la personne ayant signé, pour le compte de ce dernier, l'acte spécial de sous-traitance ou l'attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. En cas de changement de représentant, le sous-traitant en informera le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 14 ci-dessous, la résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément par le pouvoir adjudicateur et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

1.8 TRANCHES OPTIONNELLES

Sans objet.

1.9 FORME DES NOTIFICATIONS

La notification des informations qui font courir un délai sera réalisée par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique, sinon sur support papier, avec si nécessaire un accusé de réception (AR).

Modalités de notification des OS et autres pièces émanant du maître d'œuvre :

- Ordres de services : réalisés par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.
- Comptes rendus de chantier : réalisés par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électroniques, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.

1.10 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes des titulaires
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) des titulaires de l'accord-cadre
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1^{er} avril 2021.;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales ;
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- Les DC4 postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique des titulaires dans ces parties qui ne contreviennent pas aux pièces ci-dessus

Le texte du CCAG-TVX et autres documents techniques applicables sont ceux en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au présent CCP.

La liste des pièces contractuelles sera définie pour chaque marché subséquent.

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

3.1 REPRESENTATION DES PARTIES ET ORGANISATION DES PRESTATIONS

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître de l'ouvrage lors de la notification du bon de commande.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre. Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur de toute modification d'interlocuteur.

3.2 ENGAGEMENT DU TITULAIRE SUR SA CAPACITE A INTERVENIR SIMULTANEMENT

Le candidat devra avoir la capacité à intervenir sur un nombre maximal de chantier simultanément pour répondre aux exigences de délai du maître d'ouvrage. Cette capacité est fixée de la manière suivante en fonction des lots :

N°LOT	Désignation du lot	Nombre maximal de chantier simultanément
01	Dijon	5
02	Besançon	5
03	Nord Franche Comté Montbeliard Belfort	3
04	Le Creusot	2

3.3 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

La maîtrise de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

3.4 ACCES AU SITE

Les contraintes d'accès et de sécurité propres à chaque site sont précisées dans le bon de commande ou dans le marché subséquent.

3.5 MODE D'ATTRIBUTION, EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

3.5.1 Mode d'attribution des bons de commande pour les lots 1, 2 et 3 :

L'émission des bons de commande se fait selon le classement des offres issu de la consultation du présent accord-cadre. Le bon de commande sera émis à destination de l'attributaire qui aura obtenu la meilleure note lors de l'analyse des offres sauf si celui-ci a déclaré qu'il n'était pas en mesure d'effectuer le chantier : dans ce cas, l'attributaire devra démontrer que le nombre de chantier simultané prévu par le CROUS est supérieur à la capacité d'exécution exigé au présent CCP pour chacun des lots et précisé à l'article 3.2.

En cas d'indisponibilité de l'attributaire sollicité, l'acheteur fera appel à l'attributaire suivant dans le classement.

En cas de défaillance de l'attributaire au cours de l'exécution d'une opération, la ou les prestations restantes à réaliser sont constitutives d'un nouveau bon de commande qui sera confiée à l'attributaire suivant par application de l'ordre d'attribution.

3.5.2 Émission du bon de commande et délais d'exécution

Le service prescripteur sur la base des prix du BPU, des délais d'exécution et de l'obligation de moyens de réalisation de chantier en simultané prévus au présent CCP élabore un bon de commande qui mentionne les éléments suivants :

- le numéro du marché, son objet et le nom du titulaire
- le numéro d'engagement juridique Chorus
- le numéro du bon de commande CROUS et le numéro d'ordre du bon dans l'accord cadre
- le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique) du service prescripteur
- le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique) de l'interlocuteur à contacter pour l'organisation des travaux in situ
- date de fin d'exécution
- le montant du bon de commande

Seront joints à ce bon de commande assurant l'engagement comptable les éléments suivants :

- Descriptif et modalités des travaux à réaliser :
 - Résidences concernées
 - Les chambres ou espace concerné

- Prescriptions particulières d'accès au site et modalités de travaux (horaires, protections à mettre en place, règles de sécurité ...)

- Information sur la désignation d'un CSPS le cas échéant

- Cadre de devis établi sur la base des prix du BPU et des quantités prévisionnelles

Le destinataire du bon de commande et les éléments qui le compose accepte ou refuse la réalisation du bon de commande en le retournant signé par mail et identifie le cas échéant la part respective des co-traitants ou sous-traitants, ceci afin de permettre le paiement direct de chacun. Toute commande non retournée signée sera réputée acceptée à l'issue d'un délai de 3 jours.

Pour le lot 4, le titulaire détient l'exclusivité des travaux ordinaires, mais toute manquement ou refus de commande entraînera une perte d'exclusivité sur la commande prescrite et une pénalité.

Le bon de commande comprend une période de préparation maximum de 10 jours calendaires.

L'urgence s'entend comme toute demande d'intervention visant à mettre fin dans un délai restreint à un désordre avéré entravant le fonctionnement du service bénéficiaire. Elle donne lieu à une intervention effective du titulaire, permettant de mettre fin au dysfonctionnement constaté, au moins provisoirement et à titre conservatoire.

Le titulaire est tenu de respecter la date de fin d'exécution. Cette fin d'exécution s'entend à l'achèvement du repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

3.6 MODE D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Pour un chantier significatif nécessitant des modalités de réalisation non courantes, le maitre d'ouvrage se réserve le droit de consulter par voie de marchés subséquents selon les modalités ci-après.

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
Prix des prestations	A préciser dans marché subséquent dans une fourchette de 50 à 60%
Valeur technique	A préciser dans marché subséquent dans une fourchette de 40 à 50%

La pondération des critères et les sous-critères éventuels seront précisés à chaque marché subséquent.

3.7 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

La forme des marchés sera définie pour chaque marché subséquent. Ils pourront être passés sous la forme d'un marché ordinaire ou à tranches, à bons de commande, avec des variantes autorisées ou obligatoires, ou avec des prestations supplémentaires éventuelles.

3.8 CLAUSES SOCIALES POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS

Le maître d'ouvrage précisera dans les marchés subséquents s'il souhaite exiger de l'insertion. Le cas échéant il précisera le nombre d'heures d'insertion imposé.

3.9 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Il a été demandé dans le cadre du mémoire technique des propositions de peinture préservant la qualité de l'air intérieur pour les étudiants.

Si les références de peintures et revêtements présentés s'avèreraient indisponibles le titulaire devra les remplacer par un produit ayant des caractéristiques supérieures ou équivalentes à la peinture initiale.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article 6-II-2° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, en prévoyant des spécifications techniques relatives à caractère environnemental : les produits utilisés devront nécessairement présenter une classe d'émission A+, c'est-à-dire la plus faible émission de polluants volatils dans l'air intérieur du bâtiment.

3.10 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire de chaque lot met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail :

- extrait K bis et attestation de fourniture des déclarations de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale.

Ces documents sont à déposer en ligne gratuitement par le titulaire sur la plate-forme suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>

ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX

4.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

Le bon de commande ou l'acte d'engagement du marché subséquent indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

4.2 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA et identifiés en euros. Le client identifié à la TVA française est actuellement redevable de la TVA française pour les opérations (livraison de biens et prestation de services) taxables en France accomplies par le fournisseur ou prestataire établi à l'étranger (UE ou pays tiers).

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant hors taxes et le montant de la TVA, au taux conforme à la législation en vigueur

Le marché est traité à prix unitaires. Chaque prix unitaire constitue un prix général et forfaitaire comprenant notamment les frais de métrés, d'établissement de devis, de déplacements, de facturation.

Les prix sont établis en tenant compte :

1. des consignes propres aux sites d'intervention et en particulier des horaires de travail imposés aux titulaires dans la plage 8H00-17H00 du lundi au vendredi sauf indication contraire du bon de commande ;
2. des contraintes inhérentes au fonctionnement des bâtiments ;
3. des dépenses communes de chantier.

Les prix unitaires du marché sont définis dans le BPU.

Les prix nouveaux au sens de l'art. 14.2 CCAG-T sont établis aux conditions économiques en vigueur du mois M0 de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage, dans l'annexe de l'AE, à un rabais selon le volume.

Les prix sont établis :

- En considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG-TVX, et du PGC, le cas échéant.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots nécessaires à la réalisation de l'ouvrage,
- En tenant compte de la connaissance par l'entrepreneur de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux : il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son Acte d'Engagement, pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux. L'entrepreneur est également réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents,
- De toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés. Les prix englobent tous les frais d'installation de chantier, de fournitures, main d'œuvre, échafaudages, cordes à nœuds et agrès, échantillonnages, essais des ouvrages, nettoyage des lieux. Les prix de chaque lot sont réputés comprendre la marge du titulaire auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle de sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations ci-dessus.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG-TVX.

En cas de cotraitance conjointe avec mandataire solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

4.3 VARIATIONS DES PRIX

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le présent marché est passé à prix révisable.

La révision des prix du bordereau est semestrielle. Il est procédé à une mise à jour des prix du BPU tous les trimestres à compter de la date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$Pu \text{ révisé} = 0,15 + 0,85 \times \left(Pu \times \frac{Bt 46_{m\ n-3}}{Bt 46_{m0}} \right)$$

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le troisième mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Le mois M0 TVX est défini à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

4.4 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable du maître de l'ouvrage.

4.5 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES

Il est fait application des conditions fixées par les articles R.2191-45 à 62 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 - RETENUE DE GARANTIE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Pour les marchés subséquents, une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

5.2 REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE GARANTIE A PREMIERE DEMANDE (GAPD)

Conformément à l'article R2191-36 du code de la commande publique, le titulaire peut fournir une garantie à première demande (GAPD), remplaçant l'application de la retenue de garantie.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la GAPD ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une GAPD à la retenue de garantie. Toutefois, cette GAPD doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants.

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

5.3 RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBERATION DE LA CAUTION

La retenue de garantie sera restituée ou la caution libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de la dernière de ces réserves.

ARTICLE 6 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT

6.1 MONTANT DE L'AVANCE

En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché subséquent ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai est supérieur à 2 mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial TTC du marché en prix de base, lorsque le délai d'exécution du marché sera au plus égal à un an ; si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport $12/N$, N étant le délai d'exécution évalué en mois, figurant à l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Les taux et les conditions de versement de l'avance sont fixés par le marché, ils ne peuvent être modifiés.

6.2 BENEFICIAIRES

Lorsque le marché est passé avec des entrepreneurs groupés payés directement par le maître d'ouvrage ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions relatives aux avances sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct dans les conditions définies ci-dessous.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au titulaire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, la garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, après l'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

6.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE

6.3.1 Production d'une garantie

Sans objet.

6.3.2 Règlement de l'avance

Le règlement de l'avance interviendra en une seule fois dans les conditions prévues à l'article R 2192-24 du code de la commande publique. Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur cette avance. En cas de sous-traitance, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

6.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant en prix de base des travaux à l'entreprise et des approvisionnements existant sur le chantier qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera soixante pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant du marché.

ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES

7.1 REGLEMENT DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde, établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux selon les quantités réellement exécutées. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Un modèle de facturation sera établi par le maître d'ouvrage et devra être respecté.

7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le titulaire déposera impérativement via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> sa demande de paiement mensuelle à destination du MOE et du MOA.

Toutes les factures électroniques seront établies sur papier en-tête du titulaire et comporter, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CROUS en tant que destinataire de la facture : 130 024 433 00018
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- La date d'exécution des travaux
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer,
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande CROUS et le numéro d'ordre du bon dans l'accord cadre
- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues : 1005
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire,
- La quantité et la désignation travaux et des prestations réalisés,
- Les prix unitaires HT des travaux,
- Le montant hors TVA : Si le fournisseur ou le prestataire est étranger (titulaire, cotraitant en cas de groupement, sous-traitant, il a l'obligation de présenter ses factures en Hors Taxes et d'y mentionner que « la TVA est due par le client identifié à la TVA en France en application de l'article 21-1-a de la 6^e Directive ou l'article 283-1 du Code Général des Impôts. »

- Le montant TTC
- La date d'émission de la facture.
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC (à l'exclusion du cas de l'auto-liquidation) ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

7.3 DEMANDES DE PAIEMENT FINALE

7.3.1 Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG travaux, après réception sans réserve des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Les autres termes de l'article 12.3.1 demeurent inchangés.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG-travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Conformément à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG-travaux, ou en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG-travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- Trente jours à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Conformément à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé du projet :

- De décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- D'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- De récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Par dérogation à l'article 12.4.2, dans un délai de vingt jours à compter de la réception de ces documents, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG.

Si, dans ce délai de vingt jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

7.4 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 8 - PENALITES ET MISE EN REGIE

L'ensemble des pénalités énumérées dans le présent article sont entendues en €HT ne sont pas plafonnées et seront être appliquées sans mise en demeure préalable.

8.1 PENALITES POUR RETARD

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Il est dérogé à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux dans la mesure où le MOA applique les pénalités sans mise en demeure préalable.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux y compris opération de nettoyage, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

Trois cents euros (300€) par jour calendaire de retard.

8.2 REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION

En cas de non remise, à la date de réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 11.3 ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de : 2 000 €.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents.

Au-delà de 2 mois suivant la date de réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

8.3 PENALITES POUR RETARD DANS LE NETTOYAGE DE CHANTIER

Après constat, du service prescripteur et notification par courrier électronique, tout retard ou défaut dans le nettoyage du chantier, le titulaire s'expose à une pénalité de 250 €.

Le MOA se réserve également le droit de procéder au nettoyage par une entreprise extérieure qui sera déduit du montant des prestations facturées.

8.4 PENALITES POUR RETARD DE LEVEE DE RESERVES

Après constat, du service prescripteur et notification par courrier électronique, pour tout retard dans le levée des réserves, le titulaire s'expose à une pénalité de 250 € par jour calendaire.

ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

9.1 REGLEMENTATION ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

- Le CCAG travaux
- Les D.T.U et avis technique, et plus particulièrement le D.T.U. 59.1 relatif aux travaux de peinture dans le bâtiment et le D.T.U. 59.4 pour la mise en œuvre des papiers peints et revêtements muraux légers, et ceux concernés par les prestations du présent marchés.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre

9.2 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS,

Pour les travaux préparatoires, le titulaire devra :

- Un dépoussiérage complet de l'ensemble des supports concernés par la prestation,
- Une protection des sols et éléments le nécessitant (prise de courants, luminaires, mobilier, appareils sanitaires, ...),
- Une lessivage et dépoussiérage des supports,
- Un rebouchage et ponçage des impacts observés avant travaux sur support existants ou après dépose de l'ancien support (toile de verre,...),

Pour les travaux de finitions de peinture, le titulaire devra les éléments suivants :

- Un état de finition de la peinture sera au minimum un état de finition B et de classe A+,
- Une couche d'impression acryliques et autres matériaux de classé A+,
- Deux couches de finition mate pour les plafonds et satiné pour les autres supports de classe A+,

Pour les travaux de finition par revêtement mural, le titulaire devra les éléments suivants :

- Fourniture et pose de voile de verre prépeint de minimum 200gr/m², avec une largeur de rouleau de 0,50m de classe A+,
- Deux couches de finitions satinées avec état de finition B, de classe A+

Les couleurs pour les murs et autres seront : CH2 0096 blanc Morgins ou équivalent :

Les RAL pour les plafonds seront RAL 9010 ou équivalent

Pour le nettoyage, le prestataire devra :

- Un nettoyage complet des supports sera effectué avant réception et/ou la mise à disposition des locaux,

9.3 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

ARTICLE 10 - ORGANISATION, DEROULEMENT, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Il sera précisé dans le bon de commande ou le marché subséquent si les chantiers nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application et la catégorie de l'opération à laquelle appartient l'opération, le cas échéant.

10.1 PRINCIPES GENERAUX ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal ; à cet effet, il désigne un interlocuteur sécurité habilité à viser le registre-journal. Le titulaire s'engage à établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) pour les opérations de catégories 1 et 2. Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de trente jours à compter du début de la période de préparation.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

10.1.1 Autorité du CSPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

10.1.2 Moyens donnés au CSPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier (personnel, sous-traitants et fournisseurs) ;
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants, quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accidents du travail.

10.1.3 Stipulations particulières

Le chantier est à la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 1.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification de l'ordre de service. En cas d'entreprise intervenant seule le Plan particulier est transmis au maître de l'ouvrage.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel

Le plan particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

Un collège inter-entreprises est prévu. Les entreprises, lorsqu'elles seront convoquées par le CSPS aux réunions de CISSCT trimestrielles auront l'obligation d'y être présentes.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'œuvre de registre de

chantier.

10.2 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur :

- La réalisation de travaux et prestations associées de qualité, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, aux règles de l'art et aux droits des tiers, en parfait état de finition et de fonctionnement, exempts de vices, répondant aux objectifs, données et contraintes du projet ;
- La prise en compte et la gestion des sujétions normalement prévisibles ;
- Le fait de prendre en considération les changements de lois, règlements et normes en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché public, pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions de celui-ci ; tout défaut de prise en compte de ces évolutions et d'anticipation de ces dernières expose le Titulaire à une reprise à ses frais des travaux et prestations associées réalisés ;
- Le respect du calendrier et notamment des délais partiels d'exécution.

Cette obligation de résultat peut conduire le Titulaire à renforcer ses moyens sans que cela ne justifie un quelconque complément de rémunération.

10.3 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le maître d'ouvrage met à disposition de l'entreprise les installations permettant le respect du code de travail.

10.4 CONTROLE D'ACCES

Le maître d'ouvrage impose, à l'intérieur du chantier, le port visible par tout intervenant de sa carte d'identification professionnelle (CIP) ou de l'attestation provisoire valant CIP.

Le site www.cartetbtp.fr précise les modalités d'obtention de la CIP. Son obtention relève de la responsabilité du titulaire qui ne pourra se prévaloir de difficultés potentielles rencontrées dans sa démarche pour justifier un quelconque retard dans son intervention. Des pénalités pour non présentation de la carte peuvent être encourues.

En cas d'inexistence de CIP, le pouvoir adjudicateur adresse une mise en demeure au titulaire et informe l'inspection du travail de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qui sera chargée d'appliquer les sanctions éventuelles.

10.5 DISPOSITIF DE VIGILANCE ET D'ALERTE EN DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, si le pouvoir adjudicateur est informée par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5., le maître d'ouvrage adressera alors une mise en demeure au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut le contrat sera résilié aux frais et risques du titulaire.

En application de l'article L 8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, au pouvoir adjudicateur les pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail.

10.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur, sans qu'elle lui en fasse la demande expresse, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui remettre les pièces indiquées ci-dessus.

10.7 DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

10.7.1 Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le Titulaire remet les bordereaux de suivi de déchets dans un délai maximum de 14 jours.

Le délai court à compter du lendemain du jour de dépôt, dans une installation autorisée ou agréée de valorisation ou d'élimination des déchets, jusqu'à la date d'envoi figurant sur le récépissé d'envoi de la notification.

La remise, au Maître d'ouvrage, de tous les documents est valablement faite par notification au Représentant du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

11.1 RECEPTION DES BONS DE COMMANDE

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux, les bons de commande font l'objet d'un constat d'exécution partiel ou total. Le titulaire doit avertir le maître d'ouvrage de la date à laquelle les travaux seront achevés. La réception s'effectuera alors par simple attestation de fin de travaux rédigée le jour du constat d'exécution. L'attestation de fin de travaux pourra comporter des réserves qui ne feront pas obstacle à la prise de possession. Les réserves devront être levées sous trois semaines.

La réception est effective à la date du constat.

Le titulaire recevra l'attestation de fin de travaux signée par le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'achèvement des travaux.

Sous silence du maître d'ouvrage au-delà de ce délai, la réception est réputée acquise à la date d'achèvement des travaux.

11.2 RECEPTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les modalités de réception des marchés subséquents seront précisées dans les pièces spécifiques du marché ou par défaut seront réalisées conformément au CCAG travaux.

11.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remet au CROUS dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Ces listes ou plans devront permettre au Maître d'Ouvrage :

- De localiser les zones repeintes avec référence de couleur précise et type de peinture
- De disposer d'une notice d'entretien en langue française

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'ouvrage à date de la réception.

Exemplaire papier :

Ces documents seront fournis par les entreprises en **1** exemplaire papier à destination du MOA

Version numérique :

Ces documents seront également remis via un lien informatique de type Wetransfer, Grosfichiers ou autre

Les fichiers seront nommés de façon suffisamment explicite pour que le dossier numérique soit facilement exploitable. Un sommaire sera fourni sous format excel et pdf.

11.4 DELAIS DE GARANTIE

Les garanties courent depuis la date de réception pendant :

- 1 an au titre de la garantie de parfait achèvement

Les titulaires de chacun des lots sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le représentant de l'acheteur public, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG-Travaux ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est automatiquement prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux. Dans ce cas, les sûretés éventuellement constituées ne sont pas libérées.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet.

ARTICLE 12 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (RCP)

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout

commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE

13.1 RESILIATION AU TITRE DE L'ARTICLE 50.1.2 DU CCAG TRAVAUX

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché. Toutefois, les dispositions suivantes complètent l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement, par le titulaire ou son représentant, au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution et le paiement du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître de l'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985 et conformément à l'article L627-2 du code du commerce.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la réception de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

La résiliation est notifiée à l'administrateur ou au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, l'autorité compétente pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier, le cas échéant, le marché sans indemnité pour le titulaire selon la réponse que le liquidateur aura faite à l'autorité compétente sur la mise en demeure précitée de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché.

Dans tous les cas de résiliation, l'autorité compétente demande au juge-commissaire d'en prendre acte.

13.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG travaux, l'accord-cadre sera résilié sans indemnité.

13.3 RESILIATION POUR REFUS D'EXECUTION DE PRESTATION RESULTANT D'UN BON DE COMMANDE OU POUR NON REPONSE A MARCHE SUBSEQUENT

L'article 50.3 du CCAG travaux est complété de la manière suivante : le MOA se réserve le droit de résilier l'accord-cadre si le titulaire refuse l'exécution de 3 bons de commande sur une période annuelle d'exécution du marché ou en cas de non-réponse à 2 demandes d'offres pendant toute la durée du marché y compris périodes de reconduction pour des marchés subséquents.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE REEXAMEN : REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 52.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut, pour le groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- Soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L 2197-1, L. 2197-3 et R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif de Dijon pour les lots 1 et 4 et devant le tribunal administratif de Besançon pour les lots 2 et 3.

Par dérogation à l'article 55.3 du CCAG travaux, si l'entrepreneur n'accepte pas la décision qui lui a été notifiée, celui-ci peut saisir le tribunal administratif compétent, uniquement par voie de recours formé contre une décision, et ce dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Conformément à l'article 55.2 du CCAG travaux, le délai de recours de deux mois susvisés, est interrompu jusqu'à la notification de la décision prise en cas de saisine du comité consultatif de règlement amiable.

Les dispositions suivantes complètent l'article 55.3 du CCAG-Travaux. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration, sur une demande préalablement formée devant elle.

Les requêtes et les mémoires doivent, à peine d'irrecevabilité, être présentés soit par un avocat, soit par un avocat au Conseil d'Etat, lorsque les conclusions de la demande tendent au paiement d'une somme d'argent, à la décharge ou à la réduction de sommes dont le paiement est réclamé au requérant ou à la solution d'un litige né de l'exécution d'un contrat.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations
28.1	1.5.4
18.2.1	1.6
3.6.1.2	1.7
4.1	2
14.4.3	4.4
12.3.1, 12.4.2	7.3.1
19.2.1, 19.2.3, 19.2.4	8.1
28.5	10.1.3
41 et 42	11.1
40	11.3
44.2	11.4
50.4	13.2
52.7.3	14.1
55.3	15